



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Engie : l'État-actionnaire brade Endel... et l'écologie ?

Question écrite n° 30168

Texte de la question

M. François Ruffin interpelle M. le ministre de l'économie et des finances sur la cession d'Endel par Engie : alors que, dans ses discours, le Président de la République s'engageait à « reprendre le contrôle », M. le ministre va-t-il, au contraire, comme premier actionnaire, à nouveau ne rien faire ? Vendredi 29 mai 2020, M. le député se rendait sur le site Endel de Poulainville, près d'Amiens. Une cinquantaine de salariés y travaillent, à l'atelier, ou en chantier dans les usines du coin. Frédéric Conseil et Mehdi Matboua, les délégués syndicaux, l'ont fait visiter : « Il reste un bel outil industriel. Mais ils font pourrir la situation, on nous laisse mourir. Regardez ». Et de lui montrer une machine abandonnée, un panneau hors service sur sa façade, encerclée d'un ruban de plastique rouge et blanc. « Ça fait combien de temps qu'elle est hors service ? - Huit ans. Et celle-là, pareil. Ils ne remplacent pas le matériel, ni les bonhommes, ils veulent se débarrasser de nous. Tout est fait pour qu'on perde de l'argent ». Endel emploie 6 200 salariés en France, qui interviennent dans l'énergie, l'industrie, le nucléaire, l'aérien, l'agroalimentaire, le naval civil et militaire. Avec 2 500 clients et 750 millions de chiffre d'affaires, c'est le leader français de la maintenance industrielle. Et pourtant Engie, la maison-mère, veut s'en débarrasser. Les salariés le craignaient depuis longtemps, le couperet est tombé le 11 mai 2020, le jour du déconfinement. Dans un communiqué, Engie annonçait son « intention de rationaliser davantage ses activités dans les solutions clients, en se retirant des activités à faible rentabilité ou non essentielles dans le cadre de sa stratégie ». Les « solution clients », c'est Endel. Dans le même communiqué, la directrice financière d'Engie, Judith Hartmann, se félicitait d'un « bon premier trimestre malgré un contexte économique très perturbé » avec, au 31 mars 2020, un chiffre d'affaires de 16,5 milliards d'euros et un résultat d'exploitation de 3,1 milliards d'euros. « Engie dispose toujours de l'un des bilans les plus solides du secteur, avec 19,2 milliards d'euros de liquidités » lit-on ensuite. Le groupe est en bonne santé, donc. Et pour preuve : en 2019, Engie a versé 2,8 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires. 5 000 salariés d'Endel sont concernés par ce plan de « recentrage ». En Bourse, au lendemain de l'annonce, le titre Engie a bondi, l'une des plus fortes hausses du CAC 40. L'État, premier actionnaire d'Engie avec 24 % du capital et 34 % des droits de vote, n'a pas bougé d'un petit doigt. Depuis des années, l'État siège au conseil d'administration moins en stratège, « de quoi la nation a-t-elle besoin ? », qu'en financier, en rentier. Frédéric explique à M. le député : « Si ça passe en CA, c'est que c'est déjà validé par l'État : ils laissent faire. L'ancienne PDG d'Engie, Isabelle Kocher, qui s'est fait débarquer, elle voulait parier sur nous. Son axe, c'était la décarbonation, et comme on avait un pied dans plein d'usines, c'est nous qui devons leur apporter des solutions pour baisser des émissions. Ils l'ont virée, et ils reviennent à du plus classique : se recentrer sur le gaz. Et on dirait que l'État s'en fout. Pourtant, l'audit commandé à Mc Kinsey a dit qu'on était viable, alors pourquoi ? ». La CGT et Mc Kinsey, même combat ? Alors oui : pourquoi ? « Les actionnaires, c'est comme des enfants, énonçait déjà un responsable du ministère de M. le ministre. Quand ils veulent casser leur jouet, on ne peut pas les empêcher ». M. le ministre va-t-il laisser, à nouveau, les financiers casser l'industrie ? Sacrifier un outil qui pourrait être essentiel à la transition énergétique ? Il est le premier actionnaire, c'est lui qui décide. Dans son discours du 12 mars 2020, en plein covid-19, le Président de la République Emmanuel Macron indiquait gravement : « il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour. Nous devons en reprendre le contrôle, construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main. Les

prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai
». Déjà oublié ? Il souhaite connaître son avis sur ce sujet.

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 30168

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : [Économie et finances](#)

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juin 2020](#), page 3925

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)